



Québec et ses régions, perspectives 2019

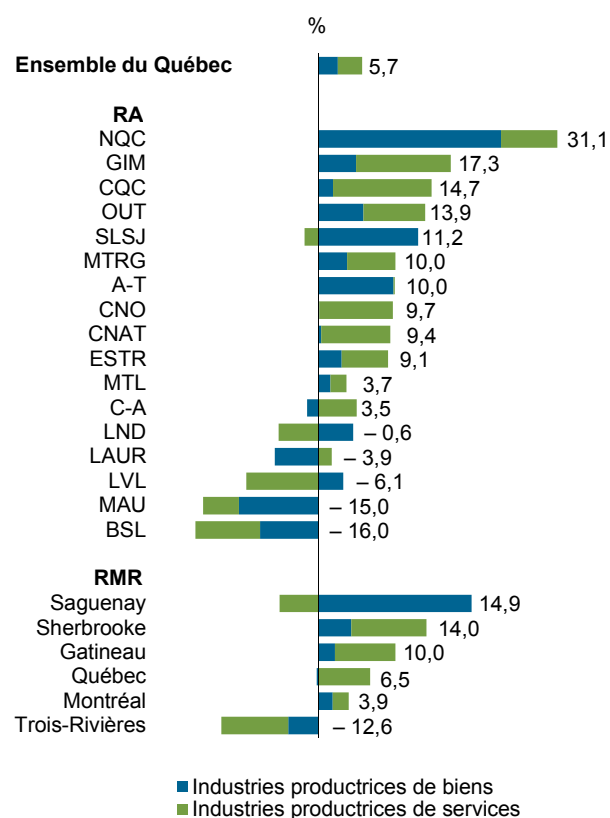
Selon les perspectives pour 2019, l'ensemble des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle devrait atteindre 41,4 G\$ au Québec, ce qui représente une hausse de 5,7 % par rapport à la donnée provisoire de 2018 (39,2 G\$). Les dépenses se concentreraient principalement dans la région de Montréal (33,7 %). Dans 10 régions administratives du Québec, la croissance des dépenses en immobilisation prévues pour 2019 surpasse celle de l'ensemble du Québec.

L'accroissement le plus important est attendu dans la région du Nord-du-Québec (+ 31,1 %), tel que présenté à la figure 1 et au [tableau 3](#). Il s'agirait de la première hausse d'importance que connaîtrait la région depuis celle observée en 2012. Cette croissance découlerait principalement des dépenses de construction du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (21) et du sous-secteur de l'administration publique provinciale et territoriale (912).

La région métropolitaine de recensement (RMR) de Saguenay enregistrerait la plus forte croissance avec 14,9 %. Les dépenses seraient concentrées principalement dans les industries privées productrices de biens (11-33).

Le Bas-Saint-Laurent serait la région administrative qui connaîtrait la plus importante baisse (– 16,0 %), causée par une diminution des dépenses en construction dans le secteur des services publics (22) et le sous-secteur des administrations publiques locales, municipales et régionales (913). La RMR de Trois-Rivières (– 12,6 %) enregistrerait la plus forte baisse parmi les RMR en raison des dépenses en construction dans les industries productrices de services.

Figure 1
Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, perspectives 2019



Note : Abréviations et signes conventionnels, voir [page 5](#).
Sources : Voir la source du tableau 1.

DÉFINITIONS

Dépenses en immobilisation ou investissements : Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique : Dépenses en immobilisation des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

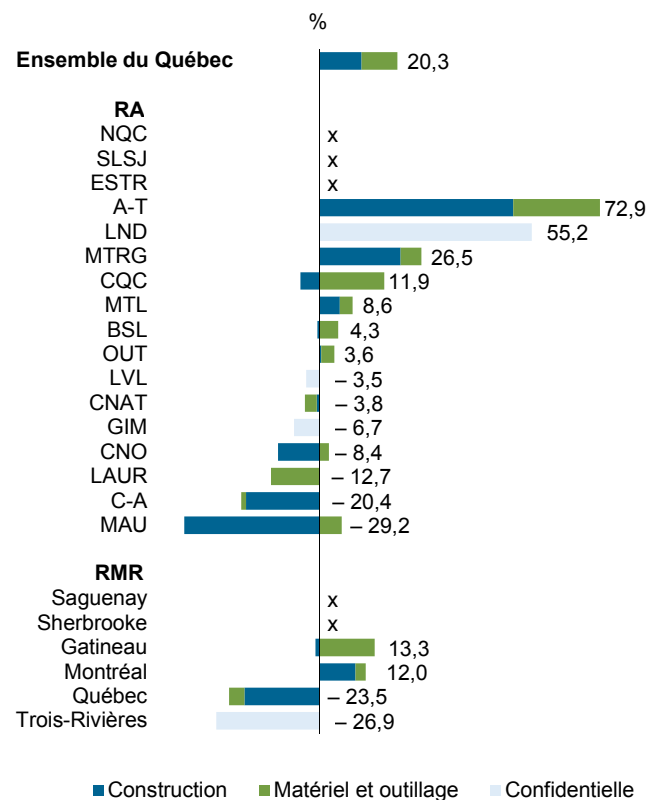
Dépenses en immobilisation étrangère

Au Québec, les entreprises contrôlées majoritairement par des intérêts étrangers prévoient des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée de près de 4,7 G\$ en 2019 (+ 20,3 %) (voir figure 2 et [tableau 2](#)). Elles représentent 22,8 % des dépenses en immobilisation privée totales du Québec. Pour les entreprises privées sous contrôle canadien (incluant celles sous contrôle québécois), les dépenses prévues sont en hausse, avec 15,9 G\$ en 2019 (+ 8,0 %).

La région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue observerait une forte croissance des dépenses en immobilisation sous contrôle étranger. Elles passeraient de 168,9 M\$ en 2018 à 292,1 M\$ en 2019 (+ 72,9 %). Cette hausse proviendrait d'entreprises étrangères autres qu'états-uniennes ou européennes.

Figure 2

Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée des entreprises sous contrôle étranger régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, perspectives 2019



Sources : Voir la source du tableau 1.

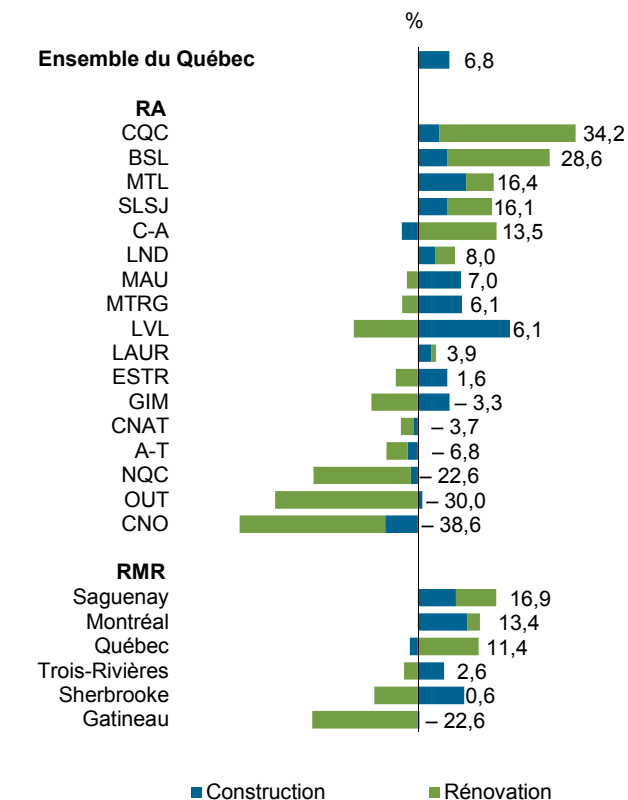
Immobilisation résidentielle

En 2018, les dépenses en immobilisation résidentielle au Québec augmentent de 6,8 %, totalisant 24,4 G\$ (voir figure 2 et [tableau 2](#)). La région administrative du Centre-du-Québec (+ 34,2 %) enregistre la plus forte croissance. Cette hausse est attribuable en grande partie à la rénovation unifamiliale et multifamiliale. La Côte-Nord affiche la plus forte baisse des dépenses en immobilisation résidentielle (- 38,6 %) en raison d'une diminution de la valeur des rénovations.

Dans les RMR, Saguenay affiche la plus forte progression (+ 16,9 %) causée par la construction de maisons unifamiliales et d'appartements ainsi que par la rénovation de bâtiments multifamiliaux. Gatineau observe la plus forte diminution de ses dépenses en immobilisation résidentielle (- 22,6 %) causée par la rénovation.

Figure 3

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2018



Sources : Voir la source du tableau 1.

DÉFINITIONS

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle ou investissement sous contrôle étranger : Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Construction résidentielle : Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

Logiciels et prospection

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 1,9 G\$ en 2017, ce qui constitue une hausse de 6,5 % par rapport aux 1,8 G\$ dépensés en 2016. Dix régions administratives enregistrent des hausses supérieures à l'ensemble du Québec, notamment les régions de la Mauricie (+ 79,8 %) et du Centre-du-Québec (+ 57,5 %). Dans les RMR, les plus fortes croissances des dépenses en logiciels se produisent à Trois-Rivières (+ 83,2 %) et à Sherbrooke (+ 63,1 %). La prospection pétrolière, gazière et minérale devrait croître en 2019 (+ 11,4 %).

Révision des données provisoires 2017 et des perspectives 2018 diffusées à l'été 2018

De manière générale, entre les données provisoires et réelles 2017 et entre les perspectives et les données provisoires 2018, les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle ont été revues à la hausse (voir [tableau 1](#)). La région du Bas-Saint-Laurent voit ses dépenses en immobilisation augmenter de 11,0 % pour 2017 et de 27,5 % pour 2018. Pour la RMR de Saguenay, la majoration est de 16,9 % pour 2017 et de 38,8 % pour 2018. Pour la région de la Côte-Nord, la correction est négative pour 2017 (- 2,3 %) et pour 2018 (- 11,6 %).

Mise en garde

Dépenses en immobilisation régionale. La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisation privées et publiques s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Construction résidentielle régionale. Les estimations des données par régions administratives se basent sur le programme statistique *Investissement en construction de bâtiments* de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

Révision des données provisoires et des perspectives. Les données anticipées pour 2019 ainsi que les données provisoires pour 2018, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2018, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisation sont importantes entre les perspectives, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Il existe plusieurs données sur le thème de l'investissement étranger. Or, cette appellation peut porter à confusion, car elle peut faire référence à plusieurs concepts qui ne sont pas nécessairement comparables entre eux. Dans cette publication, nous faisons référence au concept de dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle ou d'investissement sous contrôle étranger, mais il existe également le concept d'investissement direct étranger et d'investissements étrangers selon le sens de la Loi sur Investissement Canada.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présenté dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers telle les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, ce qui correspond à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément à

la Loi sur Investissement Canada. Cette loi vise à instaurer l'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens afin de garantir ces avantages. De manière générale, les concepts utilisés se rapprochent de l'investissement direct étranger. Cependant, les dispositions de la loi comportent de nombreuses inclusions, exclusions et modulations en fonction du pays d'origine, du secteur industriel, de la propriété privée ou publique et du niveau d'investissement qui ne permettent pas couvrir l'ensemble des investissements directs étrangers.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre ces concepts. L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie, alors que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriétés des actifs financiers par les flux transfrontaliers.

Par exemple, une entreprise américaine établie au Québec qui agrandit une usine constitue une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas si elle est financée par la maison mère américaine à l'aide des bénéficiaires non répartis.

Dépenses en immobilisation de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisation ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses.

Les données provenant de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisation et réparations* sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du système de comptabilité nationale. Cette dernière est un concept plus large, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle, les bâtiments résidentiels et les produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisation « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelés « construction » et « matériel et outillage » dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Ajustements :

- Ajout des immobilisations incluses aux dépenses d'exploitation;
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels;
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux;
- Analyse de la cohérence, pour les voitures, les camions et les aéronefs, entre la production, le commerce, les stocks et les investissements;
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles;
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération;
- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes;
- Ajout des coûts de transfert;
- Sectorisation et reclassification des répondants de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* entre le secteur des entreprises, des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages;
- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois.

La différence entre les dépenses en immobilisation publique de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et la formation brute de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques.

La majeure partie de cette différence s'explique par le traitement des entreprises publiques, qui diffère entre les deux produits de données. Dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, les dépenses en immobilisation des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisation des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisation liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisation, pour la période allant de 2006 à 2019, sont disponibles à l'adresse suivante :

stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/investissements/index.html

Tableau 1

Différences entre les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle, réelles, provisoires et perspectives, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2017-2018

	2017		2018		Variation	
	provisoires	réelles	perspectives	provisoires	2017 ^a /2017	2018 ^b /2018 ^c
	M\$		M\$		%	
Régions administratives						
Bas-Saint-Laurent	1 058,7	1 175,5	785,9	1 002,0	11,0	27,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 524,6	1 613,8	1 447,8	1 599,8	5,9	10,5
Capitale-Nationale	3 214,5	3 411,8	3 311,9	3 767,7	6,1	13,8
Mauricie	923,8	912,5	963,2	960,6	- 1,2	- 0,3
Estrie	1 141,1	1 151,3	1 177,5	1 221,9	0,9	3,8
Montréal	11 685,0	12 264,4	12 682,9	13 472,1	5,0	6,2
Outaouais	913,1	905,2	1 020,0	1 067,8	- 0,9	4,7
Abitibi-	1 300,6	1 418,4	1 509,0	1 623,4	9,1	7,6
Côte-Nord	1 764,8	1 724,6	2 040,3	1 803,9	- 2,3	- 11,6
Nord-du-Québec	1 145,1	1 347,4	1 289,4	1 208,4	17,7	- 6,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	675,7	710,3	416,3	402,5	5,1	- 3,3
Chaudière-Appalaches	1 694,5	1 805,8	1 389,6	1 707,0	6,6	22,8
Laval	822,9	864,5	994,7	1 085,9	5,1	9,2
Lanaudière	831,7	945,1	1 087,4	963,2	13,6	- 11,4
Laurentides	1 331,1	1 414,3	1 458,0	1 543,7	6,3	5,9
Montérégie	5 003,0	4 975,1	5 238,4	4 947,6	- 0,6	- 5,6
Centre-du-Québec	860,0	989,4	910,6	836,1	15,0	- 8,2
Régions métropolitaines de recensement						
Saguenay	540,0	631,2	561,4	779,3	16,9	38,8
Québec	3 438,8	3 726,4	3 546,2	4 288,2	8,4	20,9
Sherbrooke	690,8	703,0	729,0	738,9	1,8	1,4
Trois-Rivières	681,0	666,1	693,9	704,7	- 2,2	1,6
Montréal	16 644,4	17 211,8	18 201,1	18 878,4	3,4	3,7
Gatineau	736,3	720,7	798,9	911,7	- 2,1	14,1
Ensemble du Québec	35 890,4	37 629,6	37 723,1	39 213,6	4,8	4,0

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars
M	En millions
G	En milliards
%	Pourcentage
x	Donnée confidentielle
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

2017 : Données réelles

2018 : Données réelles provisoires

2019 : Perspectives

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Régions administratives du Québec

BSL	Bas-Saint-Laurent
SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
CNAT	Capitale-Nationale
MAU	Mauricie
ESTR	Estrie
MTL	Montréal
OUT	Outaouais
A-T	Abitibi-Témiscamingue
CNO	Côte-Nord
NQC	Nord-du-Québec
GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
C-A	Chaudière-Appalaches
LVL	Laval
LND	Lanaudière
LAUR	Laurentides
MTRG	Montérégie
CQC	Centre-du-Québec
Ens. Qc	Ensemble du Québec

Tableau 2

Dépenses en immobilisation résidentielle et non résidentielle selon le pays de contrôle et dépenses liées à certains produits de propriété intellectuelle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2017-2019

Unité	Pays de contrôle		Résidentielle		Produits de propriété intellectuelle		
	2019		2018		2018	2017	
	Canada	Étranger	Construction	Rénovation	Prospection	Logiciel	
Régions administratives							
Bas-Saint-Laurent	M\$	360,9	19,4	98,3	363,9	0,9	56,4
	TCA (%)	- 4,0	4,3	30,5	28,0	200,0	..
Saguenay– Lac-Saint-Jean	M\$	x	x	162,8	458,2	x	37,4
	TCA (%)	..	..	26,9	12,7	..	18,4
Capitale-Nationale	M\$	1 420,1	266,0	873,9	891,8	x	210,1
	TCA (%)	7,5	- 3,8	- 2,1	- 5,2	..	- 18,4
Mauricie	M\$	338,9	29,6	274,4	525,1	x	45,3
	TCA (%)	- 3,2	- 29,2	34,2	- 3,2	..	79,8
Estrie	M\$	x	x	303,0	433,2	—	66,8
	TCA (%)	..	..	18,0	- 7,5	..	36,3
Montréal	M\$	5 823,7	947,8	2 780,9	4 438,1	-	811,7
	TCA (%)	12,7	8,6	30,4	9,0	..	3,0
Outaouais	M\$	445,1	45,6	375,0	533,8	4,9	63,3
	TCA (%)	1,9	3,6	3,4	- 43,0	206,3	12,2
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 136,9	292,1	83,6	211,2	213,5	24,0
	TCA (%)	4,3	72,9	- 7,8	- 6,4	- 7,7	39,5
Côte-Nord	M\$	247,6	313,3	5,4	84,0	x	29,6
	TCA (%)	- 1,2	- 8,4	- 65,4	- 35,4	..	35,8
Nord-du-Québec	M\$	403,5	504,5	4,1	30,1	243,1	24,6
	TCA (%)	..	..	- 14,6	- 23,6	- 24,2	23,0
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	M\$	99,6	7,0	45,3	129,9	x	14,4
	TCA (%)	15,7	- 6,7	37,7	- 12,3	..	..
Chaudière- Appalaches	M\$	790,0	214,1	452,6	891,2	—	125,2
	TCA (%)	23,1	- 20,4	- 8,3	29,2	..	32,2
Laval	M\$	457,5	75,3	563,5	572,3	-	34,1
	TCA (%)	- 4,0	- 3,5	61,1	- 20,6	..	- 18,8
Lanaudière	M\$	423,3	43,0	653,9	692,8	x	42,8
	TCA (%)	7,8	55,2	7,6	8,4	..	13,8
Laurentides	M\$	520,8	115,3	1 012,4	988,8	x	50,7
	TCA (%)	- 2,9	- 12,7	5,8	2,0	..	- 3,8
Montérégie	M\$	1 946,2	921,4	2 317,1	2 502,8	x	205,5
	TCA (%)	1,5	26,5	23,1	- 5,9	..	0,9
Centre-du-Québec	M\$	445,5	67,7	233,5	392,0	-	55,6
	TCA (%)	13,6	11,9	10,0	54,3	..	57,5
Régions métropolitaines de recensement							
Saguenay	M\$	x	x	99,1	285,4	..	17,7
	TCA (%)	..	..	37,3	11,2	..	- 12,4
Québec	M\$	1 658,7	354,6	1 049,1	1 283,6	..	294,2
	TCA (%)	10,2	- 23,5	- 3,4	27,3	..	- 1,1
Sherbrooke	M\$	x	x	220,0	255,9	..	48,6
	TCA (%)	..	..	27,6	- 14,8	..	63,1
Trois-Rivières	M\$	284,7	44,6	154,2	389,6	..	38,1
	TCA (%)	- 5,8	- 26,9	24,2	- 4,0	..	83,2
Montréal	M\$	7 860,3	1 689,3	6 135,3	7 687,3	..	1 038,7
	TCA (%)	8,9	12,0	27,2	4,4	..	2,3
Gatineau	M\$	399,2	31,6	356,2	455,5	..	58,8
	TCA (%)	- 0,1	13,3	0,9	- 34,6	..	12,6
Ensemble du Québec	M\$	15 868,6	4 685,1	10 239,9	14 139,2	498,1	1 897,5
	TCA (%)	8,0	20,3	17,7	0,1	..	6,5

TCA (%) : Taux de croissance annuel

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir*, *Investissement en construction résidentielle* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, perspectives 2019

Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total	
	Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage		
Régions administratives								
Bas-Saint-Laurent	M\$	207,0	634,6	380,3	461,3	520,0	321,6	841,6
	TCA (%)	- 26,8	- 11,7	- 3,6	- 24,1	- 22,9	- 1,7	- 16,0
Saguenay-	M\$	1 167,2	611,1	1 147,4	630,9	990,8	787,4	1 778,3
Lac-Saint-Jean	TCA (%)	21,6	- 4,5	30,5	- 12,4	8,3	15,0	11,2
Capitale-Nationale	M\$	586,5	3 533,7	1 686,1	2 434,1	2 520,7	1 599,5	4 120,1
	TCA (%)	2,4	10,6	5,5	12,2	13,1	3,9	9,4
Mauricie	M\$	307,8	508,6	368,4	447,9	541,3	275,1	816,4
	TCA (%)	- 24,4	- 8,1	- 6,0	- 21,2	- 17,6	- 9,5	- 15,0
Estrie	M\$	546,8	786,1	684,6	648,3	762,9	570,0	1 332,9
	TCA (%)	7,3	10,4	12,8	5,4	8,3	10,2	9,1
Montréal	M\$	2 051,9	11 913,4	6 771,5	7 193,8	8 447,5	5 517,8	13 965,3
	TCA (%)	11,4	2,4	12,1	- 3,2	4,1	2,9	3,7
Outaouais	M\$	374,9	841,4	490,7	725,6	833,8	382,5	1 216,3
	TCA (%)	20,1	11,3	2,0	23,6	33,4	- 13,6	13,9
Abitibi-	M\$	1 400,5	384,5	1 429,0	356,0	1 249,2	535,8	1 785,0
Témiscamingue	TCA (%)	12,8	0,7	13,5	- 2,3	1,0	38,5	10,0
Côte-Nord	M\$	1 300,3	678,4	561,0	1 417,8	1 545,7	433,0	1 978,7
	TCA (%)	0,2	34,1	- 5,3	17,0	5,7	26,9	9,7
Nord-du-Québec	M\$	1 257,1	326,9	908,0	676,0	1 278,5	305,5	1 584,0
	TCA (%)	29,6	37,2	51,8	10,8	33,7	21,3	31,1
Gaspésie-	M\$	124,3	347,6	106,6	365,4	364,6	107,3	472,0
Îles-de-la-Madeleine	TCA (%)	18,9	16,6	13,8	18,3	25,6	- 4,4	17,3
Chaudière-	M\$	754,5	1 012,7	1 004,1	763,2	1 120,1	647,1	1 767,2
Appalaches	TCA (%)	- 3,2	9,2	10,3	- 4,2	4,3	2,3	3,5
Laval	M\$	281,7	737,7	532,8	486,5	598,7	420,7	1 019,3
	TCA (%)	14,4	- 12,1	- 3,9	- 8,4	- 9,4	- 1,1	- 6,1
Lanaudière	M\$	342,4	614,7	466,3	490,9	619,4	337,8	957,2
	TCA (%)	14,6	- 7,5	11,0	- 9,6	- 2,0	2,0	- 0,6
Laurentides	M\$	574,1	908,8	636,2	846,7	990,8	492,2	1 482,9
	TCA (%)	- 13,2	3,0	- 4,8	- 3,3	0,3	- 11,4	- 3,9
Montérégie	M\$	2 019,8	3 424,4	2 867,7	2 576,5	3 374,7	2 069,4	5 444,1
	TCA (%)	10,1	10,0	8,4	11,9	13,9	4,3	10,0
Centre-du-Québec	M\$	424,0	535,0	513,1	445,8	536,2	422,8	959,0
	TCA (%)	3,9	25,0	13,4	16,2	24,7	4,1	14,7
Régions métropolitaines de recensement								
Saguenay	M\$	477,0	418,3	665,9	229,4	443,9	451,3	895,3
	TCA (%)	48,3	- 8,6	26,0	- 8,5	18,0	11,9	14,9
Québec	M\$	716,6	3 851,6	2 008,4	2 559,9	2 791,9	1 776,4	4 568,2
	TCA (%)	- 1,3	8,1	2,2	10,2	8,0	4,3	6,5
Sherbrooke	M\$	187,0	655,6	345,6	496,9	513,5	329,1	842,6
	TCA (%)	20,3	12,4	12,7	14,9	9,5	21,9	14,0
Trois-Rivières	M\$	146,6	469,3	329,1	286,7	367,3	248,5	615,9
	TCA (%)	- 15,8	- 11,5	- 9,4	- 16,0	- 16,9	- 5,4	- 12,6
Montréal	M\$	3 526,6	16 094,4	9 529,8	10 091,2	11 935,5	7 685,5	19 621,0
	TCA (%)	11,2	2,5	9,4	- 0,7	5,1	2,1	3,9
Gatineau	M\$	197,9	805,2	430,1	573,1	650,9	352,3	1 003,2
	TCA (%)	11,1	9,8	0,9	18,0	27,8	- 12,4	10,0
Ensemble du Québec	M\$	13 720,9	27 726,9	20 553,7	20 894,0	26 239,0	15 208,8	41 447,8
	TCA (%)	7,8	4,7	10,6	1,3	6,6	4,1	5,7

TCA (%) : Taux de croissance annuel

SCIAN : Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2019). « Québec et ses régions, perspectives 2019 », *Bulletin Flash – Investissements privés et publics*, [En ligne], Institut de la statistique du Québec, 8 p. [stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/investissements/ipp-regions-2019.pdf].

Ce bulletin est réalisé par la [Direction des statistiques économiques](#).

Ont collaboré à la réalisation : Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques sectorielles et
du développement durable

Pour plus de renseignements : Guillaume Marchand
Direction des statistiques économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411, poste 3093
Courriel : guillaume.marchand@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2019
ISSN 1715-6645 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2003

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation
personnelle est interdite sans l'autorisation du gou-
vernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

**Institut
de la statistique**

Québec 